




OPERATION

Château de Versailles – Schéma directeur phase 2

Mise en conformité des réseaux, mise en sécurité et en sûreté, traitement climatique du Corps Central Nord (C.C.N.)

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Procédure adaptée

Relance du Lot n°207 - Gypserie  déclaré sans suite pour motif d'intérêt général.

Objet : Marché de travaux

Lot 207 - Gypserie

Remise des offres fixée  au 8 août 2025 à 12h00

Lien de téléchargement du DCE sur la plateforme DoubleTrade (DTS) :

<https://oppic.doubletrade.net/ipc/librairies/default.aspx?CodeLibrairie=632271>

SOMMAIRE

OPERATION	1
SOMMAIRE	2
OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	8
2.1. L'ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	8
2.2. - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS	8
2.3. COMPLEMENTS AU C.C.T.P.	8
2.4. VARIANTES	8
2.5. DELAIS D'EXECUTION	8
2.6. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	9
2.7. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	9
2.8. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	9
ARTICLE 3 - COMPOSITION DU D.C.E ET PRÉSENTATION DES OFFRES	9
3.1. COMPOSITION ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	9
3.2. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :	10
3.2.1. Dossier de candidature - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat	10
3.2.2. Projet de marché	12
ARTICLE 4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	13
4.1. CRITÈRES DE JUGEMENT	13
4.1.1. Critère de jugement des candidatures	13
4.1.2. Régularisation des candidatures :	13
4.1.3. Critères de jugement des offres	13
4.2. UNITÉ MONÉTAIRE ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT	15
4.3. NEGOCIATIONS	16
ARTICLE 5 - ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET OFFRES	16
ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	17
6.1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE ..	17
6.2. VISITE DES LIEUX	17

OBJET DE LA CONSULTATION



PREAMBULE

Pour cette consultation, les candidats doivent obligatoirement transmettre leur offre au pouvoir adjudicateur sous la forme dématérialisée (et non plus par voie papier) uniquement sur le profil acheteur PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Une copie de sauvegarde présentée sur support physique électronique (CD-Rom ou clé USB ou support papier) peut être envoyée dans les mêmes délais par voie postale ou remise contre récépissé en main propre.

Les candidats doivent s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme de dématérialisation PLACE.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur pli ou de contacter le support technique de la plateforme de dématérialisation de l'OPPIC, en « dernière minute ».

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

Contexte :

Opération : CHATEAU DE VERSAILLES - SCHEMA DIRECTEUR PHASE 2

Mise en conformité des réseaux, mise en sécurité et en sûreté, traitement climatique du Corps Central Nord (C.C.N.)

Les stipulations du présent règlement de consultation concernent les travaux à effectuer pour la PHASE 1 de l'opération de « mise en conformité des réseaux, mise en sécurité et en sûreté et traitement climatique du Corps Central Nord ».

Après plusieurs années d'études et de concertation, le ministère de la culture et de la communication et l'Établissement Public de Versailles annonçaient en 2003 le lancement d'un schéma directeur du Château de Versailles.

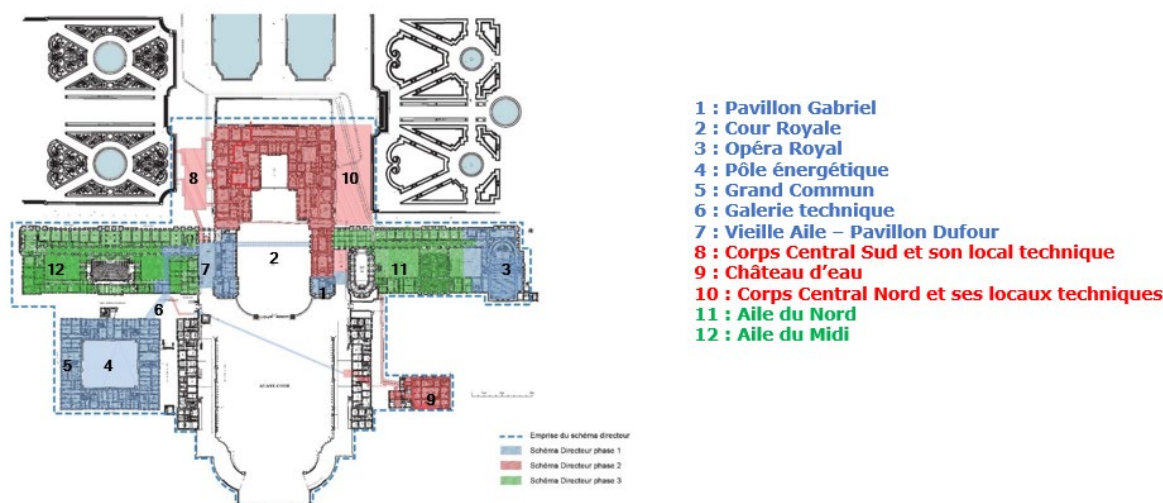
Le schéma directeur de rénovation du Château de Versailles définit quatre priorités :

- La mise en sécurité du site,
- L'amélioration de l'accueil des visiteurs et des conditions de visite du château,
- La restauration architecturale du domaine,
- La modernisation et la rationalisation des locaux d'activité de l'établissement.

La maîtrise d'ouvrage de l'opération relève de l'Établissement Public de Versailles (EPV). Celui-ci a retenu un mandataire, l'OPPIC, pour la réalisation des travaux de natures technique ou fonctionnelle.

Le schéma directeur a été divisée en trois phases :

- Phase 1 : en bleu ci-dessous,
- Phase 2 : en rouge ci-dessous
- Phase 3 : en vert ci-dessous



L'ensemble des travaux de la phase 1 du Schéma Directeur sont terminés depuis 2016.

Concernant la phase 2 du Schéma Directeur, les travaux de l'opération « Corps Central Sud », première intervention d'ampleur du Schéma Directeur au sein même de ce Corps, ont été finalisés en 2019 et ont permis de mettre en sécurité et de traiter environ les deux tiers de sa moitié Sud, de novembre 2015 à mai 2019. Les travaux de l'opération « Château d'eau » ont été réceptionnés en 2022.

De 2024 à 2032, les travaux menés par l'OPPIC permettront de terminer la deuxième phase du Schéma Directeur du Château de Versailles, en prévoyant l'achèvement des travaux de rénovation des réseaux techniques, de mise en sécurité et en sûreté et du traitement climatique du Corps Central du Château.

Les objectifs des travaux portent principalement sur les trois thématiques suivantes :

1. LA MISE EN SECURITE ET EN SURETE :

- Détection incendie, éclairage de sécurité, balisage, désenfumage des escaliers, sonorisation de sécurité, recoupements et traitements coupe-feu des espaces,
- Contrôle d'accès, système anti-intrusion, vidéo-surveillance

2. LA RENOVATION DES RESEAUX TECHNIQUES

- Rénovation intégrale des réseaux de courants forts et faibles des espaces, y compris système d'éclairage historique et muséographique,
- Mise à niveau des réseaux de plomberie

3. LE TRAITEMENT CLIMATIQUE

- Reprise et mise aux normes de l'ensemble du réseau de chauffage,
- Création de réseaux de traitement d'air, avec climatisation et traitement de l'hygrométrie pour certains locaux spécifiques

Les trois objectifs ci-dessus entraînent toute une série de travaux induits (création de locaux techniques enterrés, surélévations d'attiques, dépose/repose de lambris ou de parquets, etc.).

Ces travaux traiteront les deux zones géographiques suivantes :

- Cour de Marbre,

- Corps Central Nord.

Les périmètres précis de ces deux zones sont indiqués dans les pièces graphiques de la maîtrise d'œuvre présentes dans le DCE. Figurent ci-dessous les vues schématiques depuis Google Earth View pour ces deux zones.

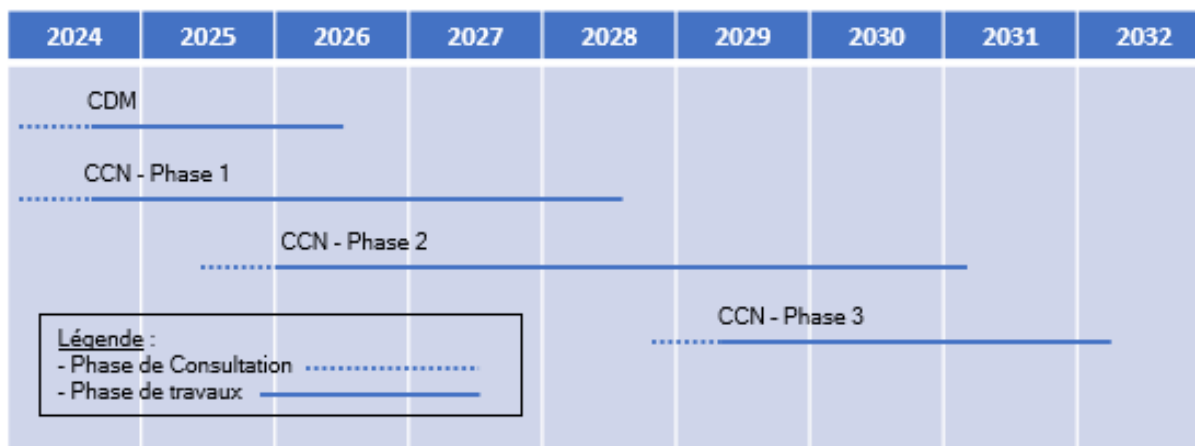
ZONE « COUR DE MARBRE »



ZONE « CORPS CENTRAL NORD »



Ces travaux sont organisés de la façon suivante :



Les travaux de l'opération « Cour de Marbre » (CDM) ont une durée globale prévisionnelle de 23 mois, période de préparation comprise. Cette opération fait l'objet d'une procédure de consultation distincte, lancée en parallèle de la présente consultation.

Les travaux de l'opération « Corps Central Nord » sont envisagés sur une durée globale prévisionnelle de 7,5 ans. Ces derniers sont réalisés en trois phases distinctes, selon les durées globales prévisionnelles ci-dessous (périodes de préparation comprises) :

- CCN Phase 1 : 51 mois
- CCN Phase 2 : 55 mois
- CCN Phase 3 : 28 mois

La description de chacune des trois phases de travaux de Corps Central Nord est précisée dans les pièces du DCE.

La présente consultation concerne la relance du lot Gypserie de Corps Central Nord en phase 1.

Le lot Gypserie de la phase 1 de Corps Central Nord, initialement consulté second trimestre 2024 a été déclaré sans suite.

Le démarrage de cette phase est envisagé au cours du second semestre 2024 pour une durée totale de 51 mois, période de préparation comprise.

La première phase de « Corps Central Nord » consiste principalement à réaliser les travaux de gros œuvre et génie civil extérieurs au château, ainsi que les prestations relatives au clos couvert. L'objectif est de limiter lors de cette première phase de travaux les interventions à l'intérieur du château et donc sur son exploitation.

Les principaux travaux qui seront menés sont les suivants (liste non exhaustive) :

- Gros-Œuvre pour la création des locaux techniques enterrés sur les terrasses Nord, Ouest et cour haute de la chapelle,
- Gros-Œuvre pour la création de sanitaires enterrés sur la terrasse Nord,
- Création d'une galerie entre les locaux terrasse Nord et la galerie existante sous la cour royale,
- Surélévation pour la création de locaux techniques en attiques,
- Rénovation de la couverture,
- Rénovation de la verrière Louis Philippe

Les prestations de la phase 1 de CCN sont traitées en seize (16) lots définis selon le détail ci-dessous.

Il est à noter que les deux lots ci-dessous sont transverses à plusieurs phases et font l'objet de procédures de consultations distinctes, lancées en parallèle de la présente consultation :

- Le lot « Installation de chantier / Logistique » sera commun pour les quatre phases de travaux (CDM / CCN P1 / CCN P2 / CCN P3).
- Le lot archéologie sera commun pour toutes les phases de Corps Central Nord (CCN P1 / CCN P2 / CCN P3).

Lot n°	Description
	CDM x CCN
120	Installation de chantier / logistique
	CCN
107	Archéologie CCN
	CCN P1
100	Dépollution plomb
102	Maçonnerie MH
103	Gros-œuvre - infrastructure
104	Gros-œuvre - reprise en sous-œuvre
123	VRD

201	Verrière
203	Menuiserie MH
203.1	Aménagements intérieurs
207	Gypserie – objet de la présente consultation
224	Charpente bois/Couverture MH
257	Peinture décorative, dorure, filage
259	Serrurerie MH (Métallerie, serrurerie, ferronnerie MH)
300	Fluides CVC, plomberie
Macro-lot électricité "ELE"	305 - Courants forts
	309 - Courant faible
	312 - Sécurité et protection incendie

Objet de la consultation

La présente consultation concerne la relance du lot 207 – Gypserie du projet « Corps Central Nord – Phase 1 », surligné en bleu.

Il est porté à la connaissance des candidats que la consultation initiale référence OPPIC-24-Versailles-CNN-TVX-MAPA, AAPC BOAMP n°4050924 publiée le 18 mars 2024 incluant le lot 207 a été déclarée sans suite le 13 juin 2025 pour motif d'intérêt général en raison de la redéfinition du besoin.

Il est précisé que les lots installation de chantier (lot n°120) et archéologie (lot n°107) ont été lancés par le biais d'autres procédures de consultation.

CANDIDATURE SUR PLUSIEURS LOTS :

Les candidats peuvent candidater à **un ou plusieurs lots**.

Ils ne sont autorisés à présenter qu'une seule candidature et offre par lot/ pour le présent marché soit en qualité de candidat individuel, soit en qualité de membre d'un groupement, sous peine de rejet de leur candidature.

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles L2193-1 à L2193-3 du code de la commande publique et par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

GROUPEMENT D'ENTREPRISES :

Le cas échéant, les candidats peuvent soumissionner sous forme de groupement d'entreprises solidaire ou conjoint, en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-24, R. 2142-26 et R. 2142-27 du Code de la commande publique.

La forme du groupement retenue par le pouvoir adjudicateur pour s'assurer de la bonne exécution du marché tient compte de la nature allotie des prestations et de la prévention de la défaillance d'un membre du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, en application de l'article R. 2142-24 alinéa 2.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. L'ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

La relance du lot n° 207 est lancé sous la forme d'un Marché à procédure adaptée (MAPA) soumis aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1, R. 2123-4 à R. 2123-6 du Code de la commande publique.

Relance Lot n°207 : Gypserie

2.2. - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

DECOMPOSITION EN TRANCHES

Sans objet.

DECOMPOSITION EN LOTS

La présente consultation ne concerne que le lot n° 207, intitulé Gypserie.

2.3. COMPLEMENTS AU C.C.T.P.

Les travaux doivent être réalisés dans les règles de l'art et être conformes aux spécifications des CCTP. Les prestations incluent la gestion exemplaire des déchets.

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

2.4. VARIANTES

VARIANTES IMPOSEES

La présente consultation ne comporte aucune variante imposée.

VARIANTES LIBRES A L'INITIATIVE DU CANDIDAT

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

2.5. DELAIS D'EXECUTION

Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont fixées dans l'article 5 de l'acte d'engagement, et ne peuvent en aucun cas être changées.

2.6. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres des modifications au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours, comme indiqué à l'article 1 de l'acte d'engagement.

2.8. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Sans objet

ARTICLE 3 - COMPOSITION DU D.C.E ET PRÉSENTATION DES OFFRES

3.1. COMPOSITION ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le DCE se compose des pièces suivantes :

- Le présent **règlement de consultation (RC)** ;
- **L'acte d'engagement** (un AE par lot) et ses annexes :
 - o Annexe 1 : déclaration de sous-traitance,
 - o Annexe 2 : clauses d'insertions sociales (pour les lots concernés)
- **Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** commun à tous les lots, et ses annexes :
 - o Annexe 1 : notice d'organisation de chantier (NOC) et ses annexes
 - o Annexe 2 : planning et phasage
 - o Annexe 3 : plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) et ses annexes
 - o Annexe 4 : diagnostics amiante et plomb
 - o Annexe 5 : gestion financière
 - o Annexe 6 : SEDI, gestion des visas
 - o Annexe 7 : rapport initial du contrôleur technique (RICT)
 - o Annexe 8 : dossier sécurité incendie
 - o Annexe 9 : guide DOE et DIUO
 - o Annexe 10 : note d'organisation de la cellule de synthèse
 - o Annexe 11 : autorisations administratives
 - o Annexe 12 : charte chantier faible nuisance et mesures environnementales

- Annexe 13 : charte graphique
- Annexe 14 : bordereau récapitulatif des pièces marché
- Annexe 15 : notice acoustique
- Annexe 16 : organisation des opérations de travaux sous maîtrise d'ouvrage OPPIC
- Les **cahiers des clauses techniques particulières (CCTP)** et les annexes des CCTP :
 - Annexe 1 : rapport de présentation
 - Annexe 2 : reportage photographique
 - Annexe 3 : plans de circulation du public pendant les travaux – dossier GN13
 - Annexe 4 : pièces graphiques
 - Annexe 4.0 : matériaux
 - Annexe 4.1 : plans architecturaux
 - Annexe 4.2 : plans structure
 - Annexe 4.3 : plans réseaux
 - Annexe 5 : diagnostics et éléments de connaissance du site
 - Annexe 5.1 : Diagnostics archéologiques
 - Annexe 5.2 : Diagnostics structurels et géotechniques
 - Annexe 5.3 : Dossier de connaissance électricité
 - Annexe 5.4 : dossier de connaissance CVC-plomberie
 - Annexe 6 : note limites de prestation
 - Annexe 7 : note des conservateurs
- **La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)** propre à chaque lot ;

Le dossier de consultation des entreprises est mis gratuitement à disposition de chaque candidat en téléchargement depuis la plate-forme de dématérialisation de l'OPPIC :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le téléchargement du dossier pourra se faire librement sans inscription préalable sur la plate-forme.

Une assistance en ligne y est accessible.

Toutefois, l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en l'absence d'inscription auprès de la plate-forme, ils ne seront pas automatiquement informés des éventuelles modifications et compléments apportés au dossier.

3.2. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :

Les candidats ont à produire un dossier comprenant une candidature et une offre. Elles seront entièrement rédigées en langue française.

3.2.1. DOSSIER DE CANDIDATURE - JUSTIFICATIONS A PRODUIRE QUANT AUX QUALITES ET CAPACITES DU CANDIDAT

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment les responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- Certificats de qualification professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Par ailleurs, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un DUME (document unique de marché européen) électronique, établi conformément au modèle fixé par le [règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type](#) (en lieu et place des documents mentionnés au 3.2.1).

Le DUME électronique peut être rempli sur le lien suivant : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Le DUME doit être rédigé en français.

AVERTISSEMENT

Le marché ne pourra être attribué au titulaire provisoire que lorsque celui-ci aura produit à l'acheteur les documents administratifs ci-après (s'il ne les a pas déjà fournis à l'appui de sa candidature), dans un délai de 10 jour franc à compter de la date de la demande de l'acheteur :

- une attestation conforme aux exigences et conditions fixées par le CCAP (article assurances) ;
- afin de démontrer qu'il ne rentre pas dans les interdictions de soumissionner obligatoires et générales listées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique, les documents prévus aux articles R. 2143-5 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

3.2.2. PROJET DE MARCHÉ

Le projet de marché rendu par les candidats devra comprendre les éléments suivants :

- Un **acte d'engagement signé** (A.E. signé) suivant le cadre imposé au DCE pour le lot concerné, et ses annexes
 - o Pour les sous-traitants désignés au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement.
 - o L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5.2 du C.C.A.P., ils doivent le préciser à l'article 6 de l'acte d'engagement.
- La **décomposition du prix global et forfaitaire** en euros suivant le cadre imposé ;
 - o Les candidats devront effectuer toutes les vérifications et apporter les compléments qu'ils jugeront nécessaires à ce cadre. Le ou les prix proposés devront comporter tout ce qui concerne le complet achèvement des prestations.
- Un **mémoire méthodologique et technique**, ayant pour objectif de préciser l'organisation de l'entreprise vis-à-vis des prestations à exécuter et la méthodologie de tâches particulières.

Le mémoire technique ne devra pas dépasser le nombre de pages indiqué au chapitre 4.1.2 pour chaque lot (hors annexes, page de garde et page de sommaire) et devra contenir les éléments présentés à l'article 4.1. Les annexes attendues sont précisées à l'article 4.1.2.

La remise de ce mémoire est obligatoire. L'offre sera déclarée irrégulière en cas d'absence de remise de ce document.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les informations contenues dans le mémoire constitueront le principal élément d'analyse de la valeur technique des offres dans les conditions fixées à l'article 4.1 du présent Règlement de la Consultation.

Les candidats sont donc invités à suivre l'ordre des sous-critères précisés propres au lot auquel ils répondent.

- Une **visite de site obligatoire** est organisée. Un registre des visites sera tenu par le pouvoir adjudicateur. Des informations concernant cette visite sont données à l'article 6.2 du présent règlement.

ARTICLE 4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

4.1. CRITÈRES DE JUGEMENT

4.1.1. CRITERE DE JUGEMENT DES CANDIDATURES

Sur la base des justifications remises, la liste des candidats déclarés recevables sera établie en tenant compte de la pertinence des références ainsi que des garanties professionnelles et financières présentées.

4.1.2. REGULARISATION DES CANDIDATURES :

En cas de pièces de la candidature absentes ou incomplètes, la personne publique pourra demander aux candidats concernés de régulariser leurs dossiers de candidatures, en application de l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique. Cette régularisation des candidatures sera effectuée dans un délai approprié fixé par la personne publique.

Or, si à l'issue du délai imparti pour régulariser leurs dossiers de candidature, les opérateurs économiques n'ont toujours pas produit les documents demandés, ou si la personne publique décide de ne pas demander la régularisation des candidatures, celles-ci seront déclarées irrecevables et éliminées.

4.1.3. CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article R. 2152-7 du Code de la commande publique.

Concernant les critères permettant de juger de l'offre économiquement la plus avantageuse, il sera tenu compte des critères suivants énoncés ci-dessous avec leur pondération.

1 – LE PRIX NOTE SUR 100 (COEFFICIENT DE PONDERATION DE 40%)

L'offre financière conforme la moins disante se verra affecter la note maximale. Les autres propositions seront notées par rapport à cette offre selon la formule suivante :

$$Note = \frac{\text{Offre de l'entreprise moins - disante} * 100}{\text{Offre de l'entreprise concernée}}$$

2- LA VALEUR TECHNIQUE NOTEE SUR 100 - SELON MEMOIRE METHODOLOGIQUE ET TECHNIQUE DU CANDIDAT (COEFFICIENT DE PONDERATION DE 60%)

Ce document obligatoire lors de la remise de l'offre, comprend les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'organisation et l'exécution des travaux dans le délai prescrit.

Figurent ci-après les sous-critères retenus ainsi que leurs critères de notation pour chacun des lots :

LOT 207 : GYP SERIE

Pour rappel : Le mémoire technique ne devra pas dépasser **30 pages** (hors annexes, page de garde et page de sommaire). Les annexes attendues sont les CV des intervenants (cf sous-critère 1), les fiches techniques des matériaux utilisés (cf sous-critère 2), la fourniture

du plan de formation de l'entreprise en matière de risques liés à la sécurité et à la santé des travailleurs en présence d'agents chimiques comme le plomb (cf sous-critère 3) et le planning prévisionnel (cf sous-critère 5). Les candidats sont invités à suivre l'ordre des sous-critères ci-dessous.

Moyens humains destinés à l'opération (25 points)
Organigramme du personnel destiné au chantier. Présentation des équipes et de l'encadrement d'exécution travaux avec qualification et expérience professionnelle (CV à mettre en annexe du mémoire technique). Organisation des équipes en phase d'études et en phase d'exécution des travaux. Fourniture d'un chronogramme (mobilisation des effectifs en fonction de la durée contractuelle du marché).
Qualité des aspects techniques et méthodologiques (45 points)
Mode opératoire des interventions à réaliser par le lot. Prise en compte des spécificités de chaque intervention. Méthodes de restauration, présentation d'échantillons, essais, mise en teinte. Protection des ouvrages restaurés. Mesures prévues pour assurer la qualité des prestations : Qualité des matériaux Rappel des contraintes pour l'exécution des prestations et les dispositions prises par votre entreprise pour respecter les exigences du projet, notamment concernant le maintien en activité du site. Communication et interaction avec les autres lots. Moyens logistiques, matériel et matériaux destinés à cette opération (fiches techniques à mettre en annexe).
Mesures liées à la sécurité et à la santé des travailleurs (10 points)
Mesures prises pour respecter les dispositions du PGC. Fourniture du plan de formation de l'entreprise en matière de risques liés à la sécurité et à la santé des travailleurs en présence d'agents chimiques comme le plomb (à mettre en annexe du mémoire technique).
Mesures environnementales (10 points)
Performance de votre proposition en matière environnementale (traitement, évacuation des déchets, limitation des nuisances des prestations, etc...) Gestion du chantier en lien avec la charte chantier faible nuisance (annexe au CCAP). Méthodologie de transmission des données environnementales. Provenance des principales fournitures, localisation des stocks s'ils existent.
Respect du planning (10 points)

Proposition d'un planning prévisionnel et phasage d'intervention (à mettre en annexe du mémoire technique).

Analyse critique du planning travaux du DCE.

Liste de tâches optimisables.

Afin qu'une notation homogène des candidats soit possible, les éléments correspondant aux critères et sous critères devront être intégrés dans le cadre de mémoire méthodologique et technique proposé.

VARIANTES LIBRES A L'INITIATIVE DU CANDIDAT

Les variantes libres à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

VARIANTES IMPOSEES

Sans objet.

CLASSEMENT FINAL

L'offre économiquement la plus avantageuse sera déterminée par comparaison des notes finales résultant des notes attribuées à la valeur technique et au prix pondérés des coefficients indiqués. **L'addition de chacune des notes (valeur technique 60 % + valeur prix 40 %), relatives à chaque critère, permettra d'établir le classement final sur 100.**

EXAMEN DES OFFRES

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et les autres montants seront rectifiés en conséquence.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, l'acheteur se réserve la possibilité d'en modifier le montant.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix ; en cas de refus, son offre sera éliminée car non cohérente.

REGULARISATION DES OFFRES :

En vertu l'article R. 2152-2 du Code de la commande publique, la personne publique se réserve la possibilité d'autoriser les candidats à régulariser leurs offres irrégulières dans un délai approprié, dans le cas où les offres n'ont pas été jugées comme anormalement basses.

Lorsqu'elle use de cette faculté, la régularisation des offres n'a pas pour effet de modifier substantiellement les caractéristiques des offres.

A défaut, les offres irrégulières, inappropriées et inacceptables sont éliminées.

4.2. UNITÉ MONÉTAIRE ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Les candidats sont informés que la personne publique souhaite conclure le marché en EURO.

Les modalités de règlement sont définies à l'article 3.2 du C.C.A.P.

4.3. NEGOCIATIONS

En application de l'article R. 2123-5 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Après examen des offres, des négociations avec les candidats pourront avoir lieu. Elles seront conduites dans de strictes conditions d'égalité. Les négociations pourront avoir pour objet de permettre aux candidats ayant remis des offres irrégulières ou inacceptables de les rendre régulières ou acceptables, dans le cas où ces offres n'ont pas été considérées comme anormalement basses.

Les candidats pourront être invités par le représentant du pouvoir adjudicateur à préciser, compléter ou modifier leur offre, sans pour autant qu'il soit porté de modifications substantielles au cahier des charges.

Au terme de ces négociations, le représentant du pouvoir adjudicateur désigne un attributaire à titre provisoire. Le marché ne pourra être attribué définitivement au candidat s'il ne produit pas dans le délai imparti à l'article 3.2.1 (« Avertissement ») les documents visés à ce même article.

ARTICLE 5 - ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET OFFRES

Les candidatures et offres seront obligatoirement remises par voie électronique sur la plateforme du profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Une assistance en ligne y est accessible.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-avant ne seront pas retenus.

Prérequis : les candidats doivent s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme de dématérialisation susmentionnée.

Le dépôt du pli électronique de réponse à la présente consultation n'est possible que si le candidat s'est inscrit sur la plateforme de l'OPPIC (profil acheteur PLACE), après avoir créé un compte entreprise (renseignements demandés : notamment SIRET, mail, entreprise...).

Ce compte pourra servir pour toutes les phases d'échanges avec les candidats.

Les formats de fichiers préconisés sont les suivants : .doc / .rtf / .pdf / .xls ou tableur / image : JPEG ou TIFF CCIT groupe IV (format volumineux).

Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo ;

Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;

Faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse (préconisations : < 4 gigas octets) ;

L'administration se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers, afin d'assurer leur lisibilité.

Tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité par l'acheteur. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur pli ou de contacter le support technique de la plateforme de dématérialisation de l'OPPIC, en « dernière minute ».

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

En complément de l'offre sur la plateforme PLACE, les candidats pourront éventuellement transmettre une copie de sauvegarde comme mentionné au préambule dans les mêmes délais que la remise de l'offre. L'enveloppe extérieure portera impérativement la mention :

« Rénovation des réseaux, mise en sécurité et en sûreté, traitement climatique du Corps Central Nord – Copie de sauvegarde – NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER »

L'enveloppe intérieure contiendra une copie de sauvegarde et indiquera le nom du candidat et le nom de l'opération.

OPPIC - DEPARTEMENT DES MARCHES ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

30 rue du château des rentiers, 75013 Paris

Ou remis contre récépissé à la même adresse, bureau 358 3ème étage de 9h30 à 12h30 et de 14h30 à 17h 30 du lundi au jeudi et de 9h30 à 12h30 et de 14h30 à 16 heures le vendredi.

L'expéditeur devra tenir compte des délais postaux, la personne publique ne pouvant être tenue pour responsable des problèmes d'acheminement du courrier.

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

La notification du marché au titulaire se fera par le profil acheteur de l'OPPIC, la plateforme PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le titulaire recevra un lien actif/hypertexte lui permettant d'accuser réception du message de notification de son marché sur la plateforme PLACE. Il sera invité à cliquer sur ce lien pour que la plateforme prenne en compte la notification.

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

6.1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Pour obtenir des renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient utiles lors de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard **10 jours** avant les date et heure limites, une demande sur la plateforme (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

En application de l'article R. 2132-6 du Code de la commande publique, les renseignements complémentaires portant sur le cahier des charges seront communiqués par le représentant du pouvoir adjudicateur, via la plateforme de l'OPPIC (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) 6 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.

6.2. VISITE DES LIEUX

La visite des lieux est obligatoire sous peine de rejet de l'offre pour irrégularité.

La date de visite pour le lot 207 – Gypserie est fixée au :

- Mercredi 22 juillet 2025 à 14h30
- Mercredi 29 juillet 2025 à 14h30

Une inscription préalable aux visites est obligatoire. Les candidats devront confirmer leur présence en adressant un mail, au plus tard 48 heures avant la date de visite, aux personnes suivantes :

b.marque@oppic.fr

b.arcobelli@oppic.fr

l.geulin@oppic.fr

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'organiser une nouvelle session de visite sur demande mail des candidats aux personnes citées ci-dessus. Il est néanmoins fortement conseillé aux candidats de se rendre aux visites planifiées ci-dessus.

Le lieu de rendez-vous pour la visite est :

CHATEAU DE VERSAILLES

Cour d'honneur – Grille d'entrée des publics
Place d'Armes
Château de Versailles
78000 Versailles

Un registre des visites sera tenu par l'Oppic, en lieu et place d'une attestation.

Lors de la visite, le nombre de participants est limité à deux personnes par entreprise.

Remise des offres fixée au  vendredi 8 août 2025 à 12h00

